

Retour sur la journée du mardi 21 novembre 2023

« Les inégalités »

Agence d'urbanisme Clermont Massif Central

INFORMATIONS GÉNÉRALES	1
REMARQUE SUR LA DIFFUSION DE CONTENU SUR LE SITE DE LA PFOSS	1
ACCÈS AUX ÉQUIPEMENTS EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES -INSEE	2
COMPRENDRE LES SITUATIONS D'INSÉCURITÉ EN ZONES RURALES – CD38-AURG-ODENORE	3
COMMENT OBSERVER LA TRANSITION SOLIDAIRE ? PORTRAITS DE LA PRÉCARITÉ - AUCM	4
COMMENT OBSERVER LA TRANSITION SOLIDAIRE ? TEMPS DE RÉFLEXION COLLECTIVE	5
INÉGALITÉS SOCIALES ET SUICIDE - ORS	12
FEMMES ET HOMMES EN SITUATION DE PAUVRETÉ : CROISER LES INÉGALITÉS DE GENRE ET DE POSITION SOCIALE - MRIE	14

INFORMATIONS GÉNÉRALES

La dernière journée d'échanges proposée par la PFoss Auvergne-Rhône-Alpes cette année a eu lieu mardi 21 novembre 2023. Organisée en présentiel à Clermont-Ferrand, cette rencontre a réuni 24 partenaires en provenance de Clermont-Ferrand (12), Lyon (7), Saint-Étienne (3) et Grenoble (2). Professionnel·les de l'analyse de données, de l'action sociale et de la santé, les partenaires présents se sont retrouvés à l'Agence d'urbanisme Clermont Massif Central autour de l'observation des inégalités.

La PFoss Auvergne-Rhône-Alpes remercie vivement l'Agence d'urbanisme Clermont Massif Central de nous avoir accueillis dans leurs locaux.

Vous retrouverez ci-dessous un retour sur cette journée ainsi que des liens vers diverses ressources complémentaires. Les supports des présentations réalisées au cours de la rencontre sont également disponibles en téléchargement sur l'espace membre du site de la plate-forme (sous réserve d'accord des intervenant·es).

REMARQUE SUR LA DIFFUSION DE CONTENU SUR LE SITE DE LA PFOSS

Les différents comptes-rendus que nous vous communiquons, les documents présentés lors de nos rencontres ainsi que diverses ressources complémentaires sont partagés au sein du réseau PFoss. Ils sont accessibles depuis l'espace membre du site de la plate-forme dont l'accès est donc réservé aux membres de la PFoss (identifiant et mot de passe non nominatifs mais uniques et spécifiques à chaque structure). Pour toute difficulté de connexion, contactez-nous.

[Cliquez ici pour rejoindre l'espace membre](#)

Vous êtes invité·es à enrichir ce compte-rendu (site-ressources, publications, informations chiffrées, travaux en cours...).

Pour toute suggestion de modification ou d'ajout à ce document, contactez-nous.

coordination.pfoss@ors-auvergne-rhone-alpes.org ; 04 73 98 75 53

Patricia ANTOINE, Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) Auvergne-Rhône-Alpes

Accéder facilement et rapidement aux équipements de la vie quotidienne est un enjeu d'aménagement et d'égalité des territoires. Le nombre d'équipements présents sur un territoire ainsi que le temps nécessaire pour les rejoindre est une première approche pour déterminer dans quelle mesure l'offre correspond aux besoins de la population.

Cette étude s'inscrit dans le cadre d'un partenariat avec le Ceser, Centre économique, social et environnemental régional Auvergne-Rhône-Alpes, dont la section Prospective mène une réflexion sur la manière d'habiter dans la région à l'horizon 2050.

Plus précisément, elle propose d'examiner l'offre d'équipements régionale au regard de la typologie des territoires. L'offre d'équipements est analysée à travers un panier d'étude global ainsi que 3 paniers thématiques correspondant à des enjeux spécifiques : services élémentaires (population totale), santé des seniors (65 ans et plus), formation et accès à l'emploi (moins de 30 ans).

La grille de densité a permis de discriminer les zones d'études selon la nature du territoire. Le nombre d'équipements rapporté à la population et le temps d'accès moyen ont ainsi été examinés sur 4 types de territoires : le rural à habitat très dispersé, le rural à habitat dispersé, les bourgs ruraux et l'espace urbain. En outre, la part de la population éloignée des équipements a été calculée pour chaque zone et panier d'études (part de la population du territoire étudié dont le temps d'accès moyen au panier d'études est supérieur à 6 minutes).

Il en ressort des disparités liées à la nature du territoire mais également à l'âge des habitants : les bourgs ruraux sont plutôt bien équipés ; bien que peu nombreux, les habitants des communes rurales à habitat très dispersé sont éloignés des équipements ; les équipements des centres urbains sont nombreux et rapidement accessibles ; l'offre en formation et accès à l'emploi défavorise les plus jeunes habitants des espaces ruraux ; etc.

Remarque : les temps d'accès aux équipements sont estimés sur la base de trajets en voiture. Néanmoins, l'accès à la voiture individuelle est un facteur prégnant des inégalités de déplacement. De la même façon, l'offre et l'accessibilité aux transports en commun diffèrent selon la nature du territoire. Enfin, la question du climat rebat les cartes de la mobilité en questionnant l'usage de la voiture individuelle sous cet angle-là également.

Il serait intéressant de proposer une étude similaire dans les zones urbaines en s'intéressant aux déplacements à pied ainsi qu'à l'offre et à l'usage des solutions de mobilité collectives.

Enfin, cette étude permet d'appréhender la couverture des besoins de la population en considérant les besoins de la population selon le type d'équipements rapport à l'âge des habitants (supermarchés, épicerie et supérettes pour la population totale ; services d'aide aux personnes âgées pour la population âgée de 65 ans et plus ; nombre de centres de formation pour la population âgée de moins de 30 ans ; etc.). Il serait intéressant d'enrichir l'analyse par un recueil qualitatif des besoins exprimés par la population.

Nota Bene : (1) En novembre 2021, la PFoss Auvergne-Rhône-Alpes orientait son séminaire régional biennal sur la thématique de la ruralité. L'Insee venait alors nous présenter sa définition du rural. Retrouvez la publication en question ainsi qu'une référence complémentaire dans la liste de ressources ci-dessous. (2) L'Insee réalise actuellement un travail de recherche sur l'exploitation des statistiques issues des données de téléphonie mobile afin d'affiner l'estimation de la population présente sur un territoire et mieux connaître sa répartition.

Ressources et références supplémentaires :

- Support de la présentation (disponible en téléchargement sur l'espace membre du site de la PFoss)
- [Des temps d'accès contrastés d'une ruralité à l'autre](#), un rôle structurant pour les bourgs ruraux. Insee Analyses Auvergne-Rhône-Alpes n°163, juin 2023
- Site internet du [Ceser Auvergne-Rhône-Alpes](#)
- [Rural : de quoi parle-t-on ?](#) Emma Bianco et Sandrine Chaumeron. Présentation l'Insee au cours du séminaire de la PFoss « Ruralités », novembre 2021 (disponible en téléchargement sur l'espace membre du site de la PFoss)

- [Territoires ruraux : entre dynamisme démographique et vieillissement de la population](#). Insee Analyses Auvergne-Rhône-Alpes n°120, avril 2021
- [Projection de population pour la France pour la période 2021-2070 – Méthodes et hypothèses](#). Insee/Document de travail n°2021-05, novembre 2021.
- [Que peut faire l’Insee à partir des données de téléphonie mobile ?](#) Blog de l’Insee, avril 2020
- [Estimer la population résidente à partir de données de téléphonie mobile](#), une première exploration. Benjamin Sakarovitch et al. Économie et Statistique, avril 2019.
- [Exemple d’étude sur la mixité sociale ayant examinée les données de mobilité issues de la téléphonie mobile](#). Insee Analyses n°59, novembre 2020.

Pour compléter cette liste de ressources supplémentaires, n’hésitez pas à nous communiquer d’autres sources intéressantes.

COMPRENDRE LES SITUATIONS D’INSÉCURITÉ EN ZONES RURALES – CD38-AURG-ODENORE

Comprendre les situations d’insécurité en zones rurales pour anticiper la lutte contre la précarité

Manuel ROSSILLE, Conseil départemental de l’Isère

Ludovic Morand, Agence d’urbanisme de la région grenobloise (AURG)

Au côté des agents du département de l’Isère, l’Agence d’urbanisme de la région grenobloise et l’Odenore ont mené une étude croisant inégalités territoriales et inégalités sociales. S’attendant d’abord à caractériser la précarité à travers des indicateurs statistiques, cette étude s’est ensuite basée sur des entretiens et des focus groupes menés auprès des habitants et des professionnels afin d’apprécier une vision plus subjective des situations de précarité vécues par les habitants.

Il en ressort qu’au-delà de la question du seuil, se pose également celle du sentiment d’insécurité sociale lorsque l’on cherche à anticiper la lutte contre la précarité.

Plus précisément, les analyses statistiques permettant une approche quantitative de la problématique se sont intéressées à la mesure de la précarité économique dans les communes rurales ainsi qu’à une analyse du profil des publics accueillis par l’action sociale départementale et des trajectoires des foyers allocataires du Revenu de Solidarité Active depuis 2017. Dans ce contexte, une enquête Insee a abouti à la publication d’une note d’analyse spécifique au ressenti des difficultés financières des habitants de l’Isère (publication référencée ci-après).

L’approche qualitative quant à elle a reposé sur la réalisation d’entretiens et de focus-group permettant le recueil de la parole des professionnels ou bénévoles de l’action sociale (45 professionnels) et celui des habitants (53 entretiens réalisés). Le public « habitant » ciblé était spécifiquement des personnes en situation d’insécurité sociale à des moments de transition dans leur vie (i.e. personnes fragiles socialement, jeunes, actifs et retraités). D’un point de vue méthodologique, ils ont été approchés au cours de tournées en maraudes, sur des points de présences spécifiques ou encore à domicile.

La complémentarité de ces approches quanti/quali a permis une évolution du travail réalisé d’une étude sur la précarité à une enquête sur l’insécurité sociale des personnes : l’approche monétaire examinant la précarité économique a été enrichie par des apports issus de l’analyse de l’expérience vécue par les habitants.

L’histogramme présenté en diapo 6 mettant en perspective la part des Isérois ressentant ou non des difficultés financières en fonction de leur catégorisation selon le seuil de pauvreté illustre bien la complémentarité entre des statistiques monétaires qui reflètent les inégalités territoriales sur la base d’un indicateur objectif et l’expérience subjective précisant le ressenti des personnes rencontrées.

L’étude s’est ensuite déclinée selon différentes grandes thématiques : logement et emploi, mobilité, équipements et accès aux droits. On retrouve évidemment ici l’enjeu primordial de la mobilité en zone rurale avec une forte dépendance à la voiture individuelle pour accéder aux équipements et aux ressources du territoire. En outre, face à une offre de ressources restreinte et une dépendance pour certains territoires aux villes-centres (services sociaux, commerces, offres de soins, etc.), de nombreuses stratégies de solidarité sociale sont mises en place à l’échelle locale entre habitants.

Enfin, une analyse conduite selon une approche par les parcours a permis de spécifier les situations des personnes rencontrées en mettant en évidence les effets de cumuls des difficultés et les « accidents de parcours » qui, respectivement, les maintiennent ou les ont fait basculer dans une situation précaire.

Cette étude a également questionné les conséquences d'un basculement dans une situation de précarité (restrictions et arbitrage budgétaires, renoncements, etc.) ainsi que les stratégies et les ressources (institutionnelles ou non) mobilisées par les personnes en situation d'insécurité sociale : solidarités informelles, échanges et dons de services, recours à l'aide alimentaire, entrée dans un parcours d'accès aux droits avec les difficultés rencontrées (manque d'informations, manque de lisibilité, discontinuité de droits, etc.).

Remarque : Cette partie n'a pas été explicitement présentée au cours de l'intervention de nos collègues. Cependant, vous pouvez en retrouver le détail dans le support de présentation diffusé : plus complet que celui de la présentation du 21/11/2023, il est accompagné d'une série d'annexes détaillant les verbatims recueillis et la matière partageable et exploitable (e.g. les comptes-rendus des focus-group, les analyses territorialisées, etc.).

Ressources et références supplémentaires :

- Support de la présentation (disponible en téléchargement sur l'espace membre du site de la PFoss)
- [Quatre Isérois sur dix ressentent des soucis financiers plus d'un an après le début de la crise sanitaire](#). Insee Analyses Auvergne-Rhône-Alpes n°167, juillet 2023
- [Opendata Isère](#) : jeux de données du département de l'Isère et cartographie en ligne
- [EMC2 : enquête mobilité](#) grande région grenobloise
- [Odenore](#), Observatoire des non-recours aux droits et services, Odenore
- Pour aller plus loin : [l'OBS'Y](#), le réseau des observatoires de la région grenobloise

Pour compléter cette liste de ressources supplémentaires, n'hésitez pas à nous communiquer d'autres sources intéressantes.

COMMENT OBSERVER LA TRANSITION SOLIDAIRE ? PORTRAITS DE LA PRÉCARITÉ - AUCM

Violaine COLONNA D'ISTRIA, Agence d'urbanisme de Clermont Massif Central

En introduction du temps de réflexion collective du début d'après-midi, l'Agence d'urbanisme Clermont Massif Central nous a présenté des portraits de territoire réalisés sur différents EPCI autour de la métropole : Thiers Dore et Montagne, Vichy Communauté et Clermont Auvergne Métropole. Ces portraits permettent de questionner les situations de bascule dans les territoires à la frontière des seuils.

En effet, un des objectifs inscrits au programme de travail de l'Agence en 2023 était de produire des cartes permettant d'appréhender les fragilités sociales sur ces 3 EPCI en faisant ressortir les territoires qui n'entrent pas dans les critères de la géographie prioritaires mais qui, au regard d'une situation sociale examinée à travers d'autres indicateurs que celui du revenu, nécessitent tout de même une certaine vigilance.

Pour ce faire, un premier travail de définition et d'identification des indicateurs à cartographier a été réalisé. Ces derniers concernaient différentes thématiques (démographie, ressources, éducation, emploi, habitat, environnement et santé) et étaient issus des bases de données connues (Insee, Caf, Rectorat, ORS, etc.). Ce travail de sélection d'indicateurs a fait émerger un certain nombre de questions méthodologiques en lien notamment avec les limites des sources statistiques : le peu de données disponibles sur les sujets relatifs à l'environnement ; la question des échelles surtout lorsqu'elle est mise en perspective à la taille des échantillons étudiés ; l'agrégation des données et le secret statistique ; le changement de géographie et ses conséquences sur le zonage des données ; le manque d'homogénéité dans le millésime du calcul des indicateurs ; etc.

Ensuite, afin de proposer une vision globale de la situation des quartiers sur chacun de ces territoires, l'AUCM a réalisé des analyses statistiques croisées ce qui a conduit à produire des cartes de synthèse multithématique de la précarité. Pour chaque EPCI, cette synthèse alors issue du croisement d'une trentaine d'indicateurs a permis de qualifier le niveau de précarité des habitants via l'identification de différents profils sur le territoire, profils classés selon leur niveau de fragilité sociale.

À partir de ce travail, 4 priorités ont été retenues pour réduire les inégalités et favoriser la mixité sociales dans les contrats de ville 2024-2030 : le plein emploi, un égal accès aux services publics, une politique de la ville renouvelée et la transition écologique. Cette dernière priorité est une nouveauté.

Dans ce contexte, se pose alors la question du croisement des thématiques et des données ainsi que l'évolution des pratiques d'observation dans les champs social et sanitaire afin de prendre en compte la dimension environnementale, et inversement. Autrement dit, comment observer le social et/ou la santé sans passer à côté des questions environnementales ? Comment s'intéresser à la transition écologique sans oublier son impact sur le social et/ou la santé ?

Ressources et références supplémentaires :

- Support de la présentation (disponible en téléchargement sur l'espace membre du site de la PFoss)

Pour compléter cette liste de ressources supplémentaires, n'hésitez pas à nous communiquer d'autres sources intéressantes.

COMMENT OBSERVER LA TRANSITION SOLIDAIRE ? TEMPS DE RÉFLEXION COLLECTIVE

Après nous avoir présenté les portraits de la précarité sur différents EPCI autour de la métropole fin de matinée (cf. ci-dessus), l'AUCM nous a proposé un temps de réflexion collective en partageant leurs questionnements sur l'évolution des pratiques d'observation dans un contexte de transition. L'idée étant de pouvoir rester vigilants face à l'effet de cumul des inégalités environnementales aux inégalités sociales existantes dans certains territoires et/ou pour certains publics.

Remarque : ce temps de réflexion collective donne une suite aux échanges initiés à l'occasion du séminaire organisé par la PFoss autour de la question du défi climatique dans les politiques publiques sanitaires et sociales en juin dernier à Lyon, et tout particulièrement à la table ronde « Anticiper, sensibiliser, accompagner : comment croiser les regards sur les questions sociétales et environnementales ? ». Retrouvez dans la liste des ressources supplémentaires ci-après le lien vers cette journée de séminaire.

Ainsi, nous avons proposé au cours de cette journée PFoss une première approche de la question : **comment observer la transition solidaire ?**

La collecte des réflexions, idées, connaissances et besoins divers de tous les partenaires présents pendant ce temps de réflexion collective s'est déroulée dans le cadre de déambulations libres. Les 6 thématiques suivantes ont été soumises aux réflexions du groupe :

- Mobilité et décarbonation des transports
- Gestion et accès aux ressources naturelles
- Alimentation résiliente
- Éco-responsabilités des services publics (égalité de l'accès...)
- Éco-performances des constructions (bâtiments publics, logements particuliers)
- Modes de vie (sobriété, solidarité, consommation de biens et services)
- Autre thématique à explorer (fiche vierge)

Pour chacune de ces thématiques, une fiche reprenant le ou les sujet(s) à traiter, les acteurs à associer, les données et indicateurs disponibles et/ou à inventer ainsi que les méthodologies à mobiliser a été proposée comme supports des échanges. Retrouvez chacune de ces fiches ci-après.

MOBILITÉ ET DÉCARBONATION DES TRANSPORTS
Sujets à travailler
<p>Vélo/pistes cyclables</p> <p>Aides financières à l'achat et à la révision (entretien, réparation)</p> <p>Aides au maintien en état d'un véhicule (vélo compris)</p> <p>Dessertes des transports en commun hors « grands axes »</p> <p>Exposition à la pollution de l'air</p> <p>Vulnérabilité et égalités face aux frais de déplacement (rural, péri-urbain, zone à faible émission...)</p> <p>Frais de transport selon le type de transport</p> <p>Précarité et inégalité de déplacement (revenu des ménages + part du revenu consacré aux transports)</p>
Acteurs à associer
<p>EPCI</p> <p>État (bon interlocuteur ?)</p> <p>Insee</p>
Données et indicateurs
<p>Avoir accès aux données administratives sur les aides</p> <p>Taux d'équipement deux-roues mécaniques et électriques</p> <p>Nombre d'ateliers/garage solidaires (vélos/voitures)</p> <p>Nombre de km de pistes cyclables sécurisées</p> <p>Vulnérabilité énergétique</p>
Méthodologies
<p>Cartographies disponibles hors réseaux de transport en commun</p> <p>Quid de l'approche qualitative notamment pour les ateliers/garages solidaires</p>

GESTION MÉNAGÉE DES RESSOURCES NATURELLES
Sujets à travailler
<p>Accès aux espaces verts Accès aux eaux de loisirs (piscines/baignades) Résilience canicule</p>
Acteurs à associer
<p>Collectivité territoriales (EPCI, départements...)</p>
Données et indicateurs
<p>Taux de végétalisation Taux d'artificialisation Taux d'équipement eaux de loisirs Accès (temps/facilité) Accès distance/temps aux espaces verts</p>
Méthodologies

ÉCO-PERFORMANCES DES CONSTRUCTIONS
Sujets à travailler
<p>Précarité énergétique Liée à l'âge et vulnérabilité des personnes âgées aux épisodes de canicule</p>
Acteurs à associer
<p>Dreal ORS Insee UNCCAS (registre canicule)</p>
Données et indicateurs
<p>Vulnérabilité aux épisodes de canicule (travaux GD4H, Atlasanté)</p>
Méthodologies

ÉCO-RESPONSABILITÉ DES SERVICES PUBLICS
Sujets à travailler
Travail sur le temps Accessibilité des services publics Égalité d'accès
Acteurs à associer
Données et indicateurs
Méthodologies

SOBRIÉTÉ DES MODES DE VIE / SOLIDARITÉS SOCIALES (écologie vs survie)
Sujets à travailler
<p>Système d'entraide type SEL : systèmes d'échanges locaux Ressourceries, réemploi, Emmaüs Plate-forme numérique de seconde main Covoiturage / autopartage Repaire café / obsolescence programmée / durée de vie des produits Effet des primes de conversion voiture <> vélo électrique ? Les économies informelles circulaires</p>
Acteurs à associer
Associations
Données et indicateurs
Méthodologies

ALIMENTATION RÉSILIENTE
Sujets à travailler
<p>Exposition des professions agricoles et des résidents à proximité aux problématiques de santé issues de l'utilisation de produits phytosanitaires (y compris autorisés) et des effets des monocultures (élevages notamment)</p> <p>Accès à une alimentation de qualité</p> <p>L'alimentation de qualité dans la restauration collective</p> <p>Les effets du sucre dans l'alimentation</p> <p>Dimension culturelle de l'alimentation résiliente (habitudes alimentaires, régime carné, etc.)</p>
Acteurs à associer
<p>PAT : projets alimentaires territoriaux</p> <p>MSA</p> <p>Syndicats agricoles</p> <p>Établissements scolaires (information, sensibilisation)</p>
Données et indicateurs
<p>Données CPAM</p> <p>Tarifification sociale par les communes ?</p> <p>Taux de bio/local dans la restauration collective</p> <p>Taux de gaspillage</p>
Méthodologies

Nota Bene : Un nouvel axe de réflexion a été soumis au groupe ce jour-là. Ce dernier proposait de travailler sur l'approche « santé et bien-être ».

En conclusion de ces échanges, nous pouvons dire que la question de l'observation de la transition solidaire semble être un sujet émergent mais fondamental à aborder. Un élément souvent ressorti des discussions est l'importance de s'intéresser tant aux signaux faibles qu'à l'observation de la masse face aux enjeux d'aujourd'hui. En outre, les préoccupations relatives aux données et indicateurs (limites des sources, accessibilité des données, complémentarité quanti/quali, croisement des données à une échelle géographique fine, etc.) ont également émergé de façon saillante lors de ce temps d'échanges. Enfin, si une suite est donnée à ces échanges, un premier travail pourrait résider dans le recensement des sources de données et des travaux croisant santé/social et environnement ainsi que les sujets prioritaires à traiter dans ce contexte.

Ravie d'avoir partagée ces réflexions à ce sujet, l'AUCM précise que ce projet d'observation de la transition solidaire donnera lieu à une démarche de réflexion impliquant ces partenaires adhérents ainsi que les acteurs locaux et de proximité avec les territoires. L'AUCM pourra proposer le cas échéant aux membres de la PFoss intéressés de participer à ce projet.

À une échelle régionale, cette démarche de réflexion pourrait également s'inscrire dans des échanges portés par Urba4, le réseau des agences d'urbanisme d'Auvergne-Rhône-Alpes.

Concernant l'implication de la PFoss Auvergne-Rhône-Alpes, il y a un intérêt à avoir un double (voire triple) niveau de réflexion (AUCM > Urba4 > PFoss) afin de permettre davantage d'interconnaissances, de partage et d'inspiration ainsi qu'une certaine prise de recul, nécessaire au croisement des enjeux. Par conséquent, il serait possible de proposer une suite à ces échanges dans le cadre de la plate-forme. À voir comment formaliser les échanges et quelle complémentarité nous pourrions imaginer avec la démarche portée par l'AUCM (e.g. une nouvelle journée d'échanges, la mise en place d'un espace d'échanges réguliers type groupe de réflexion, la constitution d'un groupe de travail régional).

Ressources et références supplémentaires :

- [Étude Insee/Dreal. Objectifs de développement durable](#) : une position favorable mais des dynamiques territoriales contrastées. Insee Analyses Auvergne-Rhône-Alpes n°170, novembre 2023
- [Séminaire PFoss, juin 2023. La question du défi climatique dans les politiques publiques sociales et sanitaires](#) en Auvergne-Rhône-Alpes.

Pour compléter cette liste de ressources supplémentaires, n'hésitez pas à nous communiquer d'autres sources intéressantes.

INÉGALITÉS SOCIALES ET SUICIDE - ORS

Laure VAISSADE, Observatoire régional de la Santé (ORS) Auvergne-Rhône-Alpes

Alors que les taux de mortalité par suicide ont baissé dans la plupart des pays européens ces dernières décennies, des études ont montré que toutes les classes socio-économiques ne bénéficiaient pas de cette baisse de manière équivalente. Une meilleure connaissance de l'évolution dans le temps des comportements suicidaires et de leurs liens avec le contexte socio-économique est nécessaire pour améliorer l'efficacité des stratégies de prévention du suicide.

Dans ce contexte, l'ORS Auvergne-Rhône-Alpes a analysé l'évolution des inégalités sociales de la mortalité par suicide sur la période 2000-2017 à partir de l'indice de défavorisation sociale, le FDep15, produit par l'Inserm.

Cette étude s'intègre aux travaux portés par l'Observatoire régional du suicide, dispositif multipartenarial regroupant aux côtés de l'ORS, l'ARS, Santé publique France (cellule Auvergne-Rhône-Alpes) ainsi que nombre de professionnels du champ de la psychiatrie.

Ce travail s'est également attaché à croiser les inégalités sociales à la typologie du territoire à l'échelle de la commune.

Pour cela, les taux de mortalité par suicide des hommes et des femmes ont été analysés spécifiquement sur les communes les moins défavorisées (i.e. appartenant au 1^{er} quintile de la distribution du FDep15 au niveau national) ainsi que les communes les plus défavorisées (i.e. appartenant au quintile 5) et ce, en prenant en compte le caractère rural ou urbain des communes selon la typologie construite par l'Insee.

Il en ressort que, quel que soit le niveau de défavorisation sociale ou le type de communes (rurales ou urbaines), la mortalité par suicide diminue significativement en Auvergne-Rhône-Alpes sur la période 2000-2017. Néanmoins, il existe de fortes disparités de mortalité par suicide enregistrée entre départements (taux standardisés) et selon le genre (surmortalité par suicide observée chez les hommes pour tous les départements, en région et en France métropolitaine).

Le taux de mortalité par suicide observé dans les communes rurales est supérieur à celui des communes urbaines. De même, il est plus important dans les communes les plus défavorisées par rapport aux communes les moins défavorisées et ce, en milieu rural comme en milieu urbain.

En outre, la mortalité par suicide dans les communes rurales les moins défavorisées est proche de celle observée dans les communes urbaines les plus défavorisées. Ce résultat est à mettre en perspective avec l'éloignement des communes rurales de l'offre de soins et de prévention et l'isolement des personnes dans les territoires ruraux où l'enclavement est plus prononcé (notamment pour les personnes âgées). Afin d'approfondir ces hypothèses, croiser l'analyse avec les cartes ressources et s'intéresser à la mortalité par suicide par tranche d'âge pourrait apporter davantage d'informations.

Il convient également de s'interroger sur la pertinence du FDep dans l'estimation de la défavorisation sociale en milieu rural. En effet, le calcul de cet indicateur intègre la part des chômeurs dans la population active. Or, un taux de chômage faible peut tout de même refléter un environnement socio-économique défavorable. Certains territoires ruraux ayant un faible taux de chômage ne sont pas épargnés par le chômage de longue durée et par le sous-emploi, ayant un recours au temps partiel. Par exemple, le Cantal crée peu d'emplois et perd des actifs, en lien avec la déprise démographique.

Enfin, et notamment face aux petits effectifs manipulés dans cette étude, une analyse portant sur le nombre d'hospitalisations pour tentative de suicide s'avèrerait être complémentaire aux résultats obtenus sur la mortalité.

ERRATUM : Lors des échanges suite à cette intervention, la sous-estimation du nombre de décès par suicide en France a été communiquée comme étant proche des 22 %. Elle est en réalité de 10 % (erreur de lecture).

Ressources et références supplémentaires :

- La présentation de l'ORS sera disponible après la publication du prochain bulletin du suicide prévu début février 2024
- [Observatoire régional du suicide, ORS Auvergne-Rhône-Alpes](#)
- [9^{ème} bulletin de l'Observatoire régional du suicide](#) : suicide et tentatives de suicide en Auvergne-Rhône-Alpes, janvier 2023
- [Prévention et postvention du suicide, ARS Auvergne-Rhône-Alpes](#)
- [Observatoire national du suicide, Drees](#)
- [Santé mentale et COVID-19 : conduites suicidaires en Auvergne-Rhône-Alpes](#). Bulletin de santé publique, Santé publique France, février 2023
- [Conduites suicidaires dans les régions françaises pendant et à la suite de la crise sanitaire](#) : bulletins de santé publique pour les régions métropolitaines et ultramarines. Santé publique France, février 2023
- [Territoires ruraux : entre dynamisme démographique et vieillissement de la population](#). Insee Analyses Auvergne-Rhône-Alpes n°120, avril 2021
- [Indice de défavorisation sociale, FDep](#), CépiDC-Inserm. Centre d'épidémiologie sur les causes médicales de décès. Documentation novembre 2020.

Pour compléter cette liste de ressources supplémentaires, n'hésitez pas à nous communiquer d'autres sources intéressantes.

Élisa HERMAN, Mission régionale d'information contre l'exclusion (Mrie) Auvergne-Rhône-Alpes

Au cours de cette dernière intervention de la journée, la Mrie, mission régionale d'information contre l'exclusion, nous a proposé de questionner la précarité en revêtant les lunettes du genre. En effet, le genre structure les expériences sociales se croisant avec les inégalités sociales et il est fondamental de prendre en compte de ce constat afin de mieux répondre aux situations de précarité.

Pour cela, la Mrie nous invite d'abord à nous interroger sur des éléments de définition qui nous amènent à considérer le genre et la précarité/pauvreté comme des constructions systémiques. Le genre, en tant que construction sociale, engendre des identités, assigne des rôles différenciés et par conséquent, des parcours de vie et des potentialités de cheminements professionnels différents. C'est dans cet état des choses, évolutif par essence, que s'inscrivent les inégalités sociales.

Ensuite, sur la base de résultats d'enquêtes et d'informations chiffrées, nous sommes revenus sur les disparités et inégalités genrées d'ordre monétaire (revenus, taux de pauvreté) mais également qualitatif (mixité des métiers, isolement, vieillesse) ainsi que la prise en compte du genre dans les politiques publiques sociales à travers l'exemple de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté.

Enfin, quelques exemples d'initiatives sociales et de travaux prenant en compte le genre dans les actions de lutte contre l'exclusion et la précarité ont permis d'illustrer comment penser la précarité au prisme du genre. Parmi les champs investigués : les violences conjugales, le décrochage scolaire, les situations en hébergement d'urgence et la parentalité.

Ressources et références supplémentaires :

- Support de la présentation (disponible en téléchargement sur l'espace membre du site de la PFoss)
- [Site internet de la Mrie](#), mission régionale d'information contre l'exclusion en Auvergne-Rhône-Alpes
- [Recherche et méthode sur le sexe et le genre](#). Instituts de recherche en santé du Canada
- [Les dimensions de la pauvreté en France : tout est lié, rien n'est figé](#). Comprendre les dimensions de la pauvreté en croisant les savoirs. ATD Quart Monde et Université d'Oxford, septembre 2019
- [État de la pauvreté en France en 2022](#). À l'épreuve des crises : enquête sur les budgets des plus précaires. Secours catholique, Caritas France.
- Inégalités genrées. [Observatoire des inégalités](#)
- [Femmes et hommes, une lente décréue des inégalités](#). Insee Références, mars 2022
- ERFS, [enquête sur les revenus fiscaux et sociaux](#). Insee, décembre 2023
- [Enquête Virage, violences et rapports de genre](#) : contextes et conséquences des violences subies par les femmes et par les hommes. Ined, institut national d'études démographiques, novembre 2020
- [L'économie féministe](#). Hélène Périvier. Presses de Sciences Po, octobre 2020
- La sociologie du genre. Isabelle Clair, 128, avril 2023
- Le sexe des politiques sociales. Jacqueline Heine et Arlette Gautier, Indigo Recherches, octobre 2008
- [L'obligation de formations des 16-18 ans. Rapport de capitalisation](#) à partir de projets pilotes en Auvergne-Rhône-Alpes, Mrie, septembre 2021
- [Le genre du mal-logement](#). L'état du mal-logement en France 2023, 2^{ème} cahier. Fondation Abbé Pierre. Rapport annuel n°28, février 2023

Pour compléter cette liste de ressources supplémentaires, n'hésitez pas à nous communiquer d'autres sources intéressantes.